



## **FOURNITURES ET LIVRAISON DE FOURNITURES ADMINISTRATIVES, RECREATIVES, de PAPIER et de PETITS EQUIPEMENTS INFORMATIQUES**

### **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

Procédure adaptée selon les articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123.5 du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur  
COMMUNAUTE DE COMMUNES COUSERANS-PYRENEES  
1 rue de l'Hôtel Dieu  
09190 SAINT-LIZIER  
Téléphone : 05 61 66 72 69

#### *Remise des offres :*

Date et heure limite de réception : 12 octobre 2021 à 11 H 00

## **► Cahier des Clauses Particulières (CCP)**

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 - Objet du contrat .....	3
1.2 - Décomposition du contrat .....	3
1.3 - Type d'accord-cadre .....	3
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Développement durable .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Durée et délais d'exécution.....	5
4.1 - Durée du contrat.....	5
4.2 - Reconduction.....	5
5 - Type de Prix.....	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
5.2 - Modalités de variation des prix.....	6
5.3 - Contenu des prix .....	6
6 - Garanties Financières.....	6
7 - Modalités de règlement des comptes.....	6
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	6
7.2 - Présentation des demandes de paiement .....	6
7.3 - Délai global de paiement .....	6
7.4 - Paiement des cotraitants .....	8
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	8
9 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
9.1 - Vérifications .....	8
9.2 - Décision après vérification.....	8
10 - Garantie des prestations.....	9
11 - Pénalités .....	9
11.1 - Pénalités de retard.....	9
11.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	9
12 - Assurances .....	9
13 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire.....	9
14 - Résiliation du contrat.....	9
15 - Règlement des litiges et langues .....	9
16 - Clauses complémentaires .....	10
16.1 - Continuité du service public.....	10
16.2 - Réfaction.....	10
17 - Dérogations .....	10
18 - Clauses techniques particulières.....	10

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent :

La fourniture et la livraison de fournitures administratives, récréatives, de papier et de petits équipements informatiques utilisés pour les besoins de la Communauté de Communes.

Les fournitures faisant l'objet de ce marché sont définies dans le Bordereaux des Prix Unitaires. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations.

Les commandes seront réalisées 2 fois dans l'année sur une plateforme dématérialisée (internet).

Le nombre de services : 40

Le nombre de valideur est de: 3

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 4 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
1	<b>Fournitures administratives</b> : cette prestation comporte la fourniture, le transport et la livraison sur site suivant les quantités demandées, aux conditions évoquées dans le présent CCP, de fournitures et articles de bureau tels que définis au Bordereau de Prix Unitaire.
2	<b>Papier</b> : cette prestation comporte la fourniture, le transport et la livraison sur site suivant les quantités demandées, aux conditions évoquées dans le présent CCP, de ramettes de papier blanc ou couleur telles que définies au Bordereau de Prix Unitaire.
3	<b>Petits équipements informatiques</b> : cette prestation comporte la fourniture, le transport et la livraison sur site suivant les quantités demandées, aux conditions évoquées dans le présent CCP, de petits équipements informatiques, de consommables pour impression tels que définis au Bordereau de Prix Unitaire.
4	<b>Fournitures récréatives</b> : cette prestation comporte la fourniture, le transport et la livraison sur site suivant les quantités demandées, aux conditions évoquées dans le présent CCP, de fournitures récréatives telles que définies au Bordereau de Prix Unitaire.

## 1.3 - Type d'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande.

Il est décomposé en 4 lots distincts, conclus avec un montant minimum et sans montant maximum, sans que les seuils de la procédure formalisée ne soient atteints.

Les montants des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre sont définis comme suit :

Lot(s)	Désignation	Montant minimum HT annuel
1	Fournitures administratives	10 300,00 €
2	Papier	3 100,00 €
3	Petits équipements informatiques	1 900,00 €
4	Fournitures récréatives	2 000,00 €

Le candidat renseignera à l'Acte d'Engagement du marché un pourcentage de remise globale pour toutes commandes d'articles ne figurant pas dans le Bordereau de Prix Unitaires. La Collectivité se réserve le droit de commander sur l'intégralité de la gamme du titulaire, mais seulement sur des produits en lien direct avec l'objet du marché.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la date et le numéro du bon de commande.

Le titulaire du marché engage sa responsabilité en cas d'acceptation d'un bon de commande signé par une personne non habilitée ou non signé.

## 1.5 - Développement durable

En application du CCAG FCS, les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental et social.

Le processus de fabrication des produits, objet du présent marché, doit avoir un impact réduit sur l'environnement. La Communauté de Communes s'engage pour l'environnement en adoptant une démarche d'achats responsables. A ce titre, elle accordera, en plus des labels écologiques imposés, une **bonification** dans la notation de la valeur technique des candidats présentant la meilleure offre en termes de performances environnementales et / ou sociales.

Ainsi, le Pouvoir Adjudicateur sera attentif sur les éléments suivants dans la présentation des offres :

### Emballages, transports et déchets :

Le candidat veillera à réduire ses emballages, déchets et transports. Dans cet objectif, il pourra mettre en œuvre les actions suivantes :

- regroupement des livraisons pour limiter les emballages et le carburant,
- utilisation de plusieurs formats d'emballage en fonction des produits livrés,
- récupération, tri et recyclage des emballages et des déchets,
- dématérialisation des documents et du processus de commande afin de réduire le volume de papier.

### Réduction des substances dangereuses :

Le papier recyclé devra être garanti sans désencrage, sans traitement au chlore, sans azurant optique et à blancheur naturelle.

### Gestion des forêts :

En application des principes et critères définis par les ecolabels de bonne gestion forestière, et afin de garantir le respect des populations locales et de l'environnement, les produits proviendront, de préférence, de forêts gérées durablement : label FSC, PEFC, Ecolabel Européen ou équivalent.

### Critères sociaux :

Le candidat indiquera dans son mémoire technique s'il est signataire de la charte UFIPA (<http://www.ufipa.fr/publications.asp>), si ses produits sont fabriqués par des établissements spécialisés dans l'insertion de personnes handicapées du type ESAT et les moyens qu'il met en œuvre en faveur de l'insertion professionnelle de personnes éloignées de l'emploi.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG/FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services et ses modifications ultérieures, pièces non annexées.
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- le catalogue des prix du fournisseur,
- un mémoire technique renseigné et signé, comprenant toutes justifications et observations que le candidat jugera utiles de communiquer à l'appui de son offre, permettant d'en juger la valeur qualitative, et comportant particulièrement :

\* les fiches techniques descriptives des fournitures et des gammes proposées

\* le descriptif de la méthodologie ou de l'outil dédié au traitement des commandes, de la passation de la commande jusqu'aux éventuels retours de marchandises non conformes ainsi que la gestion des ruptures de stock, du visuel sur les stocks, du catalogue en ligne, des états et statistiques de consommations, le candidat transmettra un code d'accès de démonstration de l'outil dédié (en particulier pour le lot n°1).

\* les conditions de reprise des consommables usagés et leur élimination (spécifique au lot n°3)

### 3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue au CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément au CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

### 4 - Durée et délais d'exécution

#### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois, à compter de la date de notification du contrat.

#### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 36 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 5 - Type de prix

#### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par application des prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires et affectés aux quantités réellement exécutées.

Les prix des prestations non prévus au bordereau de prix objet de ce marché sont ceux du catalogue, barème ou tarif général du titulaire remis avec son offre auquel il sera appliqué le rabais indiqué dans le bordereau de prix.

Les articles commandés hors bordereau des prix devront être en lien direct avec l'objet du marché.

Le pourcentage de remise sur catalogue / barème / tarif général indiqué dans le bordereau de prix unitaires d'origine à la date de remise des offres restera inchangé pendant toute la durée d'exécution du marché.

## **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont réputés fermes pour la durée initiale du marché. Ils ne pourront faire l'objet d'une revalorisation qu'une fois par an à la date anniversaire du présent marché.

Le titulaire devra faire parvenir sa demande de révision des prix dans un délai de deux mois avant la date anniversaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception. Passé ce délai, il sera réputé renoncer au bénéfice de la révision.

Le pouvoir adjudicateur dispose alors d'un mois à compter de la réception de cette demande pour accepter ou contester le calcul de tout ou partie de ces révisions. Le silence gardé par le pouvoir adjudicateur pendant ce délai vaut décision d'acceptation des prix révisés.

Les prix sont révisés par référence aux variations de l'indice suivant, publié au bulletin statistiques de l'institut national de la statistique et des études économiques - INSEE (site : [www.insee.fr](http://www.insee.fr)) : « ICHT-N » (activités de services administratifs et de soutien).

Cet indice sera remplacé de plein droit par celui qui, sur décision expresse de l'INSEE, serait substitué à lui au cours de l'exécution du marché (accompagné de l'éventuel coefficient de raccordement calculé par l'INSEE). Le remplacement sera le cas confirmé au pouvoir adjudicateur par une notification du titulaire.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait proposé suite à l'abandon de celui régissant le présent marché, ou en cas d'indices divers suggérés par l'INSEE, le(s) indice(s) de substitution pertinent(s) sera(ont) introduit(s) dans le marché par un échange de courriers, signés par des personnes dûment habilitées, traduisant l'accord de volonté des deux parties. Le présent courrier précisera les règles d'arrondis le cas échéant.

## **5.3 - Contenu des prix**

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

# **6 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **7 - Modalités de règlement des comptes**

### **7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions du CCAG-FCS.

### **7.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues au CCAG-FCS et seront établies en un original et 1 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ou des bons de commande ;
- une facture détaillée par bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections

- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

**Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :**

**Communauté de Communes Couserans-Pyrénées**  
**1 rue Hôtel Dieu**  
**09190 SAINT-LIZIER**

POUR LES COMMANDES PASSEES PAR LE SERVICE DES EAUX ET LES THERMES D'AULUS  
 ETABLIR UNE FACTURE DISTINCTE

Communauté de Communes Couserans-Pyrénées  Service des Eaux 13 Route de Toulouse - 09190 SAINT-LIZIER	Communauté de Communes Couserans-Pyrénées  Thermes d'Aulus les Bains Allée des Thermes - 09140 AULUS LES BAINS
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

## **8 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresses de livraison : Plusieurs sites sont recensés. La liste de ceux-ci est jointe en annexe.

Aucune livraison ne sera réceptionnée en dehors des horaires déclarés sur la liste des sites. Chaque livraison devra être accompagnée d'un bon de livraison.

Les fournitures devront être livrées et déchargées par le transporteur, et ce, sans solliciter l'aide physique du personnel du Pouvoir Adjudicateur.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues au CCAG-FCS.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions du CCAG-FCS.

## **9 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément au CCAG-FCS.

### **9.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

## **10 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies au CCAG-FCS.

## **11 - Pénalités**

### **11.1 - Pénalités de retard**

Application du CCAG-FCS. Article 14.1.

### **11.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10.0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **12 - Assurances**

Conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **13 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire**

En application de l'Article 39.2 du CCAG-FAC, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, le marché est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L.641-1111 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

## **14 - Résiliation du contrat**

Le présent document ne déroge pas au CCAG-FCS en ce qui concerne les modalités de résiliation de l'accord-cadre.

## **15 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 16 - Clauses complémentaires

### 16.1 - Continuité du service public

Les titulaires sont tenus d'assurer la continuité du service public et de prévenir la personne responsable du marché de tout arrêt d'exploitation des services, quelle qu'en soit la cause, sous peine de résiliation immédiate et à leur tort sans indemnité.

Le représentant de la Personne Publique peut, en tout circonstance, recourir, après mise en demeure infructueuse, à des tiers de son choix pour faire exécuter tout ou partie des missions du titulaire, si leur exécution est interrompue ou perturbée pendant plus de deux jours, jusqu'à ce que le titulaire soit à nouveau en mesure d'y pourvoir en conformité avec le présent cahier des charges. Le coût du service ainsi mis en place est à la charge du titulaire, sauf cas de force majeure.

En cas de force majeure, le représentant de la Personne Publique mettra en œuvre un service de remplacement, lorsqu'elle le jugera nécessaire, en concertation avec le titulaire.

### 16.2 - Réfaction

En application de l'article 30.3 du CCAG-FCS, la « réfaction » est la décision prise par le pouvoir adjudicateur de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état. Cette réfaction de prix est proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze (15) jours suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, le Pouvoir Adjudicateur dispose ensuite de quinze (15) jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du Titulaire.

## 17 - Dérogations

Sans objet

## 18 - Clauses techniques particulières

### 18.1 - Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées ou aux spécifications techniques établies par les groupes permanents d'études des marchés, les normes ou spécifications applicables étant celles qui sont en vigueur à la date d'établissement du marché.

**Concernant le lot n° 2, et plus particulièrement le papier A4 blanc 80gr, celui-ci devra être conforme aux critères suivants :**

- 80 gr ; épaisseur > à 103 µm ; blancheur CIE > 158 ; opacité > 90%
- Ecolabel Européen et certifications ISO 14001 et 9001

### 18.2 - Procédure de commande

Les commandes seront passées par la mise à disposition d'une plate-forme Internet permettant la passation de commandes en ligne et la consultation du catalogue du fournisseur.

Les prix figurant sur cette plate-forme Internet devront être cohérents avec les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires et devront prendre en compte la remise consentie figurant à l'Acte d'Engagement.

Les commandes seront faites 2 fois dans l'année.

Le fournisseur devra proposer sur son site un verrouillage de validation pour les agents qui commandent.

La validation de la commande ne sera autorisée qu'au **service de la commande publique**.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement qui a seule compétence pour formuler des observations au Pouvoir Adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée d'exécution maximale du (des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre du marché est fixée à 20 jours.

Lu et approuvé (signature)